

C-02-2008

**Atouts, difficultés et défis des entreprises
culturelles d'économie sociale en milieu
rural**

**Revue de littérature et premiers résultats
de recherche dans Brome-Missisquoi**

Christine Bricault, INRS

Myriam Simard, INRS

En collaboration avec Lucie Hébert
CLD Brome-Missisquoi

Mars 2008

Cahier de l'ARUC-ÉS

Cahier No : C-02-2008

« Atouts, difficultés et défis des entreprises culturelles d'économie sociale en milieu rural : revue de littérature et premiers résultats de recherche dans Brome-Missisquoi »

Christine Bricault, INRS

Myriam Simard, INRS

En collaboration avec Lucie Hébert, CLD Brome-Missisquoi

Chantier d'activités partenariales (CAP) Développement local et régional

Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS)

Révision linguistique : Francine Pomerleau

ISBN : 978-2-89276-439-0

Dépôt légal : Mars 2008

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Bibliothèque et Archives Canada

Présentation de l'ARUC-ÉS et du RQRP-ÉS

L'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS) et le Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale (RQRP-ÉS) sont des organismes partenariaux de recherche financés par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. Ce consortium de recherche en économie sociale réalise des activités de réflexion, de recherche et de valorisation des connaissances en économie sociale. Ses actions contribuent à la reconnaissance et à l'essor de l'économie sociale comme outil de développement social, culturel, politique et économique du Québec.

L'ARUC-ÉS, créée en 2000, est le premier centre de recherche interuniversitaire québécois entièrement consacré à la recherche partenariale. Ses activités portent sur différents secteurs de l'économie sociale : l'habitat communautaire, les services aux personnes, le loisir et le tourisme social, la finance et le développement local et régional. Créé en 2005, le RQRP-ÉS est quant à lui l'un des six centres canadiens voués à la recherche partenariale en économie sociale. Ses activités sont décentralisées dans les huit régions du Québec où l'on trouve une institution universitaire et ses objets de recherche s'articulent autour des particularités de chacune de ces régions. Les deux centres cohabitent sous le même toit, à Montréal.

Résumé

Le sujet des entreprises culturelles d'économie sociale en milieu rural étant peu exploré, ce cahier de recherche a comme principal objectif d'apporter de nouvelles connaissances sur ce type d'entreprises. Il comporte deux parties. D'abord une revue de littérature sur les entreprises d'économie sociale, enrichie d'un volet culturel et rural qui en est l'aspect le plus novateur. Ensuite sont présentés les premiers résultats de recherche sur ces entreprises d'économie sociale œuvrant dans le secteur culturel de la MRC de Brome-Missisquoi. Ils sont axés surtout sur les *atouts* et *difficultés* de ces entreprises. Cinq dimensions sont explorées : 1) les ressources humaines; 2) les ressources financières; 3) les retombées multiples pour le milieu; 4) l'intégration des populations; 5) les spécificités rurales.

Mots-clés : économie sociale, entreprises culturelles, atouts et difficultés, contexte rural, développement local et régional, retombées socioculturelles, retombées économiques, attraction et intégration des nouvelles populations rurales, dynamique culturelle en milieu rural, rôle de la culture dans le développement rural, néo-ruraux, recomposition sociodémographique des campagnes, nouvelle culture rurale, territorialité.

Notices biographiques

Christine Bricault

Christine Bricault est étudiante au doctorat en ethnologie à l'Université Laval. Originnaire de Brome-Missisquoi, elle s'est intéressée, dans le cadre de ses travaux de maîtrise en ethnologie, au processus de création, de mise en place et d'évolution de la Route des vins de Brome-Missisquoi. Le mémoire, intitulé *La Route des vins de Brome-Missisquoi, vers la construction d'une identité régionale* (2007), explore donc la genèse d'une route thématique touristique et son appropriation par la communauté, ce qui mène sur la voie des stratégies de création d'une identité régionale commune. Dans le cadre du présent projet, elle a travaillé comme assistante de recherche auprès de Myriam Simard à l'Institut national de la recherche scientifique de l'Université du Québec (INRS-Urbanisation, Culture et Société). Son doctorat porte présentement sur l'étude des représentations et des stratégies de mise en scène et de réhabilitation du village rural québécois.

Myriam Simard

Myriam Simard est professeure-chercheure à l'Institut national de la recherche scientifique de l'Université du Québec (INRS-Urbanisation, Culture et Société). Depuis peu, elle a entamé un vaste programme de recherche sur les transformations actuelles de la ruralité avec l'arrivée récente de nouvelles populations telles les immigrants, les néo-ruraux, les jeunes de retour, les artistes. Dans ce cadre, elle a passé une année en Europe en 2004, principalement en France et en Écosse, à explorer les questions de l'accueil et de l'intégration des nouvelles populations rurales dans une perspective de comparaison internationale. Ceci a donné lieu à une publication dans *Géographie, Économie et Société*, « Nouvelles populations rurales et conflits au Québec : regards croisés avec la France et le Royaume-Uni » (n° 9, 2007, p.187-212). Elle s'intéresse particulièrement aux impacts de ces nouvelles populations sur la redéfinition d'une nouvelle culture rurale et aux formes inédites de mixité culturelle.

Remerciements

La réalisation de cette étude n'aurait certes pas été possible sans la vive et riche collaboration de madame Lucie Hébert, conseillère en développement de l'économie sociale du Centre local de développement de Brome-Missisquoi. Effectivement, elle a fait preuve d'une grande générosité et d'un dynamisme générateur. Son implication dans le milieu de l'économie sociale de Brome-Missisquoi a permis un meilleur réseautage avec la communauté. Elle a su nous mettre en contact avec les entreprises du territoire et nous guider dans la connaissance spécifique du milieu. Nous tenons à la remercier chaleureusement ainsi que son institution d'attache, le CLD de Brome-Missisquoi.

De la même façon, il est nécessaire d'offrir nos sincères et profonds remerciements aux informateurs ayant si gentiment et naturellement consenti à nous rencontrer dans le cadre du projet. Les membres des entreprises culturelles d'économie sociale de Brome-Missisquoi ont fait preuve d'une disponibilité exemplaire et d'une grande ouverture, malgré un emploi du temps souvent chargé. De la même façon, nous sommes redevables aux maires rencontrés qui ont accepté de partager leur vision quant à l'importance et au rôle des entreprises d'économie sociale dans leur municipalité. Sans contredit, l'ensemble des témoignages recueillis donne toute son importance et son unicité à cette étude. Que toutes les personnes ayant participé, de près ou de loin, à ce projet reçoivent ici l'expression de notre sincère gratitude.

Enfin, nous remercions, pour leur contribution financière, l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS), financée par le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSHC), et en particulier le Chantier d'activités partenariales (CAP) Développement local et régional. Nous exprimons également notre reconnaissance à l'Institut national de recherche scientifique (INRS) et au Réseau interuniversitaire d'études urbaines et régionales Villes Régions Monde (VRM) pour leur aide financière complémentaire.

Table des matières

Présentation de l'ARUC-ÉS et du RQRP-ÉS	iii
Résumé.....	v
Notices biographiques	vii
Remerciements.....	ix
INTRODUCTION GÉNÉRALE	13
CHAPITRE 1 : REVUE DE LITTÉRATURE	15
L'économie sociale en quelques mots	15
Principales approches	15
Économie sociale au Québec : jalons et définition	16
Économie sociale à l'étude : résumé de travaux et projets de recherche.....	17
Entreprises aux multiples facettes	17
Portrait canadien.....	17
Importance d'une approche commune	18
Économie sociale de territorialité.....	18
Le volet culturel et rural des entreprises d'économie sociale	19
Économie sociale en milieu rural et développement local	19
Économie sociale et pouvoir attractif : revitalisation multiforme et arrivée de nouvelles populations	22
Offre culturelle en milieu rural : des problématiques et un nouveau champ à investiguer.....	24
Conclusion de la revue de littérature : entreprises culturelles d'économie sociale en milieu rural : des ressources à explorer	26
CHAPITRE 2 : PREMIERS RÉSULTATS DE RECHERCHE DANS BROME-MISSISQUOI.....	27
Présentation de la recherche : objectifs et méthodologie	27
Présentation de la MRC Brome-Missisquoi et de ses entreprises d'économie sociale.....	28
Résultats préliminaires : atouts et difficultés	30
Ressources humaines	31
Ressources financières	31
Retombées multiples pour le milieu	32
Intégration des populations	32
Spécificités rurales	33
Conclusion des premiers résultats : principaux enjeux et défis actuels.....	33
CONCLUSION GÉNÉRALE	35
BIBLIOGRAPHIE	37

Introduction générale

En 2006, le Centre local de développement (CLD) de Brome-Missisquoi nous approchait pour faire une recherche exploratoire sur les entreprises culturelles d'économie sociale de son territoire. Alors que Brome-Missisquoi s'était doté depuis 2002 d'une politique culturelle et que le CLD désirait prioriser les entreprises culturelles dans ses futures interventions, ce dernier ressentait le besoin d'avoir de nouvelles connaissances à leur sujet. On avait pu observer, en effet, que si le démarrage des entreprises culturelles était particulièrement difficile, la pérennité des projets était un défi parfois insurmontable. Quelles sont leurs principales difficultés? Et leurs atouts sur lesquels miser à l'avenir? Quelles sont les retombées de telles entreprises? Leur apport déborde-t-il la seule dimension économique?... Telles sont quelques-unes des principales questions qui se posaient.

Le CLD désirait ainsi avoir un portrait plus précis de ces entreprises d'économie sociale œuvrant dans le secteur culturel sur son territoire et en connaître, de façon plus tangible, les retombées globales. Ceci afin de soutenir adéquatement ces entreprises et d'élaborer un plan d'action mieux arrimé à leurs réalités et contraintes. Pour notre part, nos recherches des dernières années sur les néo-ruraux de Brome-Missisquoi nous avaient permis de constater à quel point la vitalité culturelle de ce territoire figurait comme l'un des facteurs importants d'attraction et de rétention des populations rurales. Il était donc intéressant de scruter davantage ce volet culturel pour mieux comprendre un des aspects de la dynamique de recomposition sociodémographique des campagnes contemporaines.

C'est donc en amorçant cette étude exploratoire que nous avons pu constater à quel point ce sujet des entreprises culturelles d'économie sociale avait été négligé dans la littérature et demeurait méconnu, particulièrement en contexte rural. On savait peu, notamment, de leurs retombées socioéconomiques. En outre, peu d'écrits abordaient directement la question du rôle de la culture dans le développement des territoires ruraux.

Face à ce constat, nous avons donc jugé pertinent de construire, dans un premier temps, un outil pouvant être utile à tous les acteurs susceptibles d'intervenir dans ce milieu - entreprises culturelles, porteurs de projets, artistes et créateurs, décideurs locaux, organismes subventionnaires, groupes de recherche ou d'intervention... D'où la *première partie* de ce cahier de recherche où est présentée une revue de littérature sur le sujet. Dans une première section, les écrits majeurs sur les entreprises d'économie sociale sont présentés, puis dans une deuxième section, le volet culturel et rural est davantage examiné. Le lecteur y trouvera là, assurément, des éléments pouvant servir de point de départ pour mieux appréhender la problématique d'ensemble de ce type d'entreprises et pour élaborer un argumentaire valorisant davantage la culture dans les diverses mesures de développement local et régional.

Puis dans une *deuxième partie*, nous présentons la recherche dans Brome-Missisquoi sur les entreprises culturelles d'économie sociale, ainsi que les premiers résultats, afin de répondre déjà à certaines des questions posées au départ. Ceci permettra non seulement d'illustrer certains des atouts et difficultés de ces entreprises culturelles, mais également d'en percevoir les retombées multiples sur le milieu rural.

Chapitre 1

Revue de littérature

Les réflexions sur le rôle et la place de l'économie sociale au Québec se développent rapidement. Par conséquent, les approches méthodologiques et théoriques semblent suivre le même parcours évolutif. La quantité d'écrits sur le sujet est considérable. Depuis une quinzaine d'années, plusieurs organismes¹ et groupes de recherche universitaires² ont été créés et ont investi le champ de l'économie sociale. Ils se sont penchés, entre autres, sur le rôle de l'économie sociale comme outil de développement local. La revue de littérature ici présentée a été guidée par deux principes directeurs. Tout d'abord, elle concerne plus généralement une revue des principaux écrits portant sur l'économie sociale et l'économie solidaire. Mais plus que tout, il nous intéressait particulièrement de repérer les écrits concernant le rôle des entreprises culturelles d'économie sociale en milieu rural. La revue de littérature sur le sujet étant particulièrement lacunaire, nous avons abordé ces problématiques tout d'abord par le biais du lien entre l'économie sociale et le développement des territoires. Puis, nous avons opté pour un axe de lecture par lequel il serait possible de souligner les bienfaits attractifs de l'économie sociale du secteur culturel pour les communautés locales (dynamisme, attraits de nouvelles populations). La revue de littérature est donc présentée du général au particulier. Elle ne prétend pas à l'exhaustivité, mais tente plutôt de cerner les grandes tendances ainsi que les principales lacunes en ce qui concerne la littérature scientifique sur le sujet, particulièrement pour le contexte rural.

Pour le lecteur, on retrouvera les références recensées ici dans la bibliographie. Ces références sont divisées selon sept catégories. Tout d'abord y sont présentés les ouvrages et livres spécialisés, suivis des articles de périodiques et autres articles de vulgarisation. Section plus imposante, celle des rapports et cahiers de recherche, représente une partie importante de la bibliographie. Finalement, nous présentons quelques références aux outils méthodologiques utilisés dans la recherche en économie sociale pour finalement recenser quelques-unes des récentes journées d'étude et quelques-uns des colloques se penchant sur l'économie sociale et solidaire. Les principaux groupes de recherches sur le sujet sont énumérés en fin de bibliographie.

L'économie sociale en quelques mots

Principales approches

La littérature portant sur l'économie sociale est riche et diversifiée. On associe au phénomène plusieurs qualificatifs : économie solidaire, économie sociale, économie plurielle, économie du savoir, tiers secteur, etc. L'économie sociale englobe souvent plusieurs approches théoriques et disciplinaires. Comme le dit Martine D'Amours, sociologue à l'Université Laval, il n'existe, d'une part, aucune définition universelle du concept d'économie sociale. D'autre part, aucun cadre théorique unique n'y est rattaché.³ On s'entend généralement pour dire que l'économie sociale serait l'une des trois composantes de la « nouvelle économie » aux côtés de l'économie

¹ Le Chantier de l'économie sociale, le Comité sectoriel de développement de la main-d'œuvre dans l'économie sociale et l'action communautaire, le Réseau d'investissement social du Québec.

² L'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS), le Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES), le Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales (LAREPPS), la Chaire de recherche en développement des collectivités, l'Observatoire en économie sociale de l'Outaouais et le Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale (RQRP-ÉS).

³ D'Amours, Martine. *L'économie sociale au Québec. Cadre théorique, histoire, réalités et défis*. Montréal, Éditions Saint-Martin, 2006, p. 16.

privée et de l'économie publique.⁴ Il existe plusieurs définitions théoriques de l'économie sociale. Les auteurs classiques, Desroche, Vienney, Laville et Defourny, ont donné lieu à bons nombres de publications. Résumons rapidement ces approches.⁵ Henri Desroche (1983) définit les entreprises d'économie sociale par le statut juridique (coopératives, mutuelles et associations). Vienney (1994), quant à lui, utilise l'approche systémique qui considère la coopérative comme le noyau dur de l'économie sociale. La troisième approche renvoie à un ensemble de valeurs communes aux entreprises d'économie sociale, soit la démocratie, la solidarité et l'entraide, la finalité et l'utilité sociale (Defourny, 1992). Jean-Louis Laville (1994), de son côté, utilise plutôt le terme « économie solidaire » qu'il applique plus particulièrement aux services de proximité. Ces différentes conceptions de l'économie sociale sont reprises dans un grand nombre de publications, car il s'agit là de réflexions visant la compréhension du concept même.

Économie sociale au Québec : jalons et définition

Si l'économie sociale comme principe d'organisation de l'économie n'est pas nouvelle, son étude en revanche est relativement récente. L'événement déterminant des réflexions québécoises concernant l'économie sociale est le *Sommet sur l'économie et l'emploi du Québec* tenu en 1996. Lors de cette rencontre réunissant les représentants de l'État et les acteurs du milieu, le *Plan d'action d'économie sociale* a été adopté. Ce plan visait, entre autres, à développer et à promouvoir l'économie sociale comme partie intégrante du développement social et économique du Québec.⁶ Il est à noter que le Chantier d'économie sociale est également né de cette rencontre. La mission du Chantier se résume en quatre points⁷ : 1) la promotion de l'économie sociale; 2) le soutien à la consolidation, à l'expérimentation et à l'élaboration de nouveaux créneaux et projets; 3) la concertation entre les divers acteurs de l'économie sociale et 4) la représentation de ces acteurs auprès des pouvoirs publics.

Comment définit-on l'économie sociale? Comment se distingue-t-elle de l'économie dite conventionnelle? Les éléments caractéristiques qui mènent à une définition de l'économie sociale ont été formulés par le Chantier de l'économie sociale en 1996. Ces éléments font encore consensus auprès de la majorité des acteurs du milieu. On définit donc l'économie sociale selon les critères suivants :

- L'entreprise de l'économie sociale a pour finalité de servir ses membres ou la collectivité plutôt que de simplement engendrer des profits et viser le rendement financier;
- Elle a une autonomie de gestion par rapport à l'État;
- Elle intègre dans ses statuts et ses façons de faire un processus de décision démocratique impliquant usagères et usagers, travailleuses et travailleurs;
- Elle défend la primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition de ses surplus et revenus;
- Elle fonde ses activités sur les principes de la participation, de la prise en charge et de la responsabilité individuelle et collective.

⁴ Fontan, Jean-Marc; Tremblay, Diane-Gabrielle; George Benko et Juan-Luis Klein. *L'apport de la nouvelle économie à la revitalisation des territoires marginalisés*. R-10-2004, Publication conjointe CRISES-ARUC-ÉS, collection Recherche, août 2004, p.8.

⁵ Centre canadien de philanthropie (dir.). *La capacité de servir. Étude qualitative sur les problèmes auxquels sont confrontés les organismes bénévoles et sans but lucratif au Canada*. 2003, pp.97-98.

⁶ Comeau, Yvan et coll. « L'économie sociale et le Sommet socio-économique du 1996. Le bilan des acteurs sur le terrain » dans *Nouvelles pratiques sociales* « Prendre la mesure du bénévolat », vol, 15, n° 2, 2002, [en ligne].

⁷ Neamtan, Nancy. « L'essor de l'économie sociale au Québec » dans *Pour*. Éditions du GREP, 2001, p. 74.

Économie sociale à l'étude : résumé de travaux et projets de recherche

L'économie sociale se trouve dans la majorité des domaines d'activités économiques. La plupart des études de cas se sont toutefois penchées sur les secteurs du logement, de l'aide à domicile, des services de garde, du développement communautaire et de l'insertion sociale.⁸ Le grand éventail de domaines touchés par l'économie sociale rend donc son champ d'investigation souvent complexe. De façon générale, on présente l'économie sociale comme un moyen pour les gens de la collectivité de prendre en main le développement durable de leur communauté, de s'inscrire et de se positionner dans les grands enjeux sociaux (protection de l'environnement et lutte contre la pauvreté) et de résoudre certains problèmes, lacunes ou manque de leur collectivité.⁹

Entreprises aux multiples facettes

L'étude des entreprises d'économie sociale présente un défi pour certains chercheurs puisque ce secteur économique semble jouer sur plusieurs fronts. Claude Vienney relate : « En matière d'évaluation, l'économie sociale comporte une certaine complexité parce qu'elle combine une association et une entreprise dans une seule organisation »¹⁰. Ce double attachement à des philosophies de travail différentes, c'est-à-dire l'entrepreneuriat et le communautaire, est souvent perçu comme contradictoire. De la même façon, Jean-Marc Fontan souligne que les entreprises culturelles d'économie sociale sont souvent au carrefour de plusieurs volontés ou objectifs : « L'enracinement social de l'entreprise collective de revitalisation s'exprime à travers la volonté des acteurs de réduire la fracture entre le travail et la vie sociale, entre le quartier et sa population, entre l'entreprise et son environnement. »¹¹ Il semble donc difficile de bien cerner les contours de ces entreprises aux visages multiples.

Portrait canadien

Le Centre canadien de philanthropie a dirigé la vaste enquête *La capacité de servir*, étude qualitative sur les problèmes auxquels sont confrontés les organismes bénévoles et sans but lucratif au Canada. L'étude cherche à identifier les atouts, les principales difficultés, les problèmes et les facteurs externes qui influent sur l'aptitude des organismes à remplir leur mission. De façon générale, on conclut que le capital humain (bénévoles, employés) et la richesse des réseaux entretenus avec les membres et les autres organismes constituent les principaux atouts des organismes sans but lucratif ou bénévoles. Toutefois, l'accès à des moyens financiers souvent instables et inconstants demeure le plus grand problème rencontré. On aborde peu les particularités de ces mêmes organismes en milieu rural. On mentionne toutefois qu'il semble plus difficile pour les organismes situés en périphérie (petites villes ou zones rurales) de recruter des bénévoles que pour les entreprises similaires situées en contexte urbain.¹² Fait intéressant, le rapport dépeint les réalités de chacun en présentant plusieurs citations d'entrevues auprès des organismes.

De la même manière, Martine D'Amours, dans un ouvrage général sur l'économie sociale au Québec, mentionne les principaux défis et enjeux auxquels doivent faire face les organisations rattachées à ce secteur d'activité. Au plan organisationnel, l'amélioration des conditions de travail est nécessaire. Malgré la forte scolarisation de leurs employés, les entreprises d'économie sociale bénéficient habituellement de conditions peu enviables. On mentionne également la nécessité d'améliorer les compétences des gestionnaires et administrateurs des organisations. Au point

⁸ Lévesque, Benoît et Marguerite Mendell. « L'économie sociale au Québec : éléments théoriques et empiriques pour le débat et la recherche » dans *Lien social et politique - RIAC*, n° 41, printemps 1999, p.109.

⁹ « L'entrepreneuriat collectif : pour les gens d'ici, par les gens d'ici ! » dans *Recto Verso*, n° 304, sept-oct. 2003, [en ligne]

¹⁰ Vienney (1994) cité dans Comeau, Yvan et coll., *op. cit.*, [en ligne].

¹¹ Fontan, Jean-Marc, Tremblay, Diane-Gabrielle, George Benko et Juan-Luis Klein, *op. cit.*, p.1.

¹² Centre canadien de philanthropie (dir.), *op. cit.*, p. 45.

de vue financier, le principal écueil semble être la diversification des sources de financement. De ce fait, l'auteure insiste sur l'importance de la diffusion des initiatives d'économie sociale à l'échelle de la société.

Importance d'une approche commune

En décembre 2004, une équipe de recherche de l'UQÀM, dirigée par Juan-Luis Klein et Jean Carrière, présentait un document dans lequel était proposée une méthodologie pour l'élaboration d'un portrait régional de l'économie sociale. À la lumière de l'analyse de 19 portraits régionaux, les chercheurs concluaient qu'il était nécessaire d'établir un modèle de base et d'adopter une définition commune des concepts. En effet, la plupart des régions du Québec avaient réalisé des portraits de la situation de l'économie sociale dans leur région, mais ceux-ci demeuraient hétérogènes; une harmonisation s'avérait nécessaire. Se basant sur ces 19 portraits régionaux, l'équipe de Klein et Carrière établit 14 thèmes génériques¹³. Aussi, ils privilégient la méthode par questionnaire jumelé à l'entretien de groupe pour l'approfondissement des thèmes tels les besoins et les perspectives. Vis-à-vis du présent projet, il est intéressant de remarquer que les auteurs mentionnent qu'il y a un manque à combler du côté de l'étude des spécificités géographiques de l'économie sociale : « Peu de documents contiennent des données sur les inégalités villes/campagnes ou sur le réseautage. »¹⁴ On déplore aussi que le portrait régional de l'économie sociale dans la Mauricie soit le seul portrait soulignant les différences entre « secteur du milieu urbain » et « secteur du milieu rural ».

Économie sociale de territorialité

Jacques Caillouette, professeur au Département de service social de l'Université de Sherbrooke, a étudié plusieurs entreprises d'économie sociale de l'Estrie au cours d'une recherche intitulée *L'innovation des pratiques d'action communautaire en Estrie dans les cadres de l'économie sociale et du développement régional*. Des 20 entrevues individuelles et deux entrevues de groupe effectuées, il ressort quatre pratiques structurant le champ de l'économie sociale : les économies sociales de mixité, d'insertion, de nouveaux services et de territorialité. Il est intéressant d'insister sur le dernier volet, soit le concept d'économie sociale de territorialité, puisqu'il s'agit d'un type d'économie observé plus particulièrement au sein des communautés locales.

Caillouette explique que l'économie sociale de territorialité « vise la revitalisation d'un territoire à échelle humaine tel qu'un quartier, une unité de voisinage ou un village. Par elle, on cherche à rebâtir des communautés en déstructuration, mais en partant des besoins particuliers de celles-ci ainsi que des potentiels spécifiques qu'on y trouve. »¹⁵ L'auteur donne ainsi l'exemple de l'entreprise culturelle d'économie sociale *P'tit Bonheur* à Sainte-Camille, village situé en périphérie de Sherbrooke. Ce lieu sert de point d'ancrage à de multiples activités culturelles : salle de spectacle et lieu de rencontre intergénérationnelle tant pour la population locale que pour celle venant de l'extérieur. Dans ce cas, une entreprise culturelle d'économie sociale « devient [...] un outil pour mettre en relation les gens et les mobiliser autour de projets leur permettant, dans l'action, de faire communauté. »¹⁶

¹³ Les 14 thèmes sont : secteur, emplois, statut juridique, cadre territorial, données sexuées, besoins, sources de financement, impacts sociaux, impacts économiques, durée, démocratie dans la gestion, réseautage, contexte provincial, perspectives et historique.

¹⁴ Le Bel, Pierre-Mathieu, Klein, Juan-Luis et Jean Carrière en coll. avec Denis Bussières et Jean Robitaille. *Le portrait des portraits : propositions méthodologiques pour l'élaboration d'un portrait régional de l'économie sociale*. Cahiers de l'ARUC-ÉS, collection Recherche -R-18-2004, janvier 2005, p. 8.

¹⁵ Caillouette, Jacques. « Des pratiques d'économie sociale en Estrie : le rapport à la dimension communautaire » dans *Économie et Solidarités*, vol. 33, n° 2, 2002, p. 44.

¹⁶ *Loc cit.*

Pour cerner de façon plus précise les écrits spécifiques sur ce lien des entreprises culturelles d'économie sociale au territoire, nous allons maintenant examiner, de manière plus approfondie, la littérature existante portant sur l'impact de la culture sur le milieu rural et son développement local.

Le volet culturel et rural des entreprises d'économie sociale

Économie sociale en milieu rural et développement local

Peu de chercheurs se sont penchés sur le milieu rural dans leurs travaux concernant l'économie sociale. Pourtant, comme l'indique Jacques Proulx, président de Solidarité rurale du Québec, le développement des communautés rurales « a toujours passé par l'économie solidaire, entre autres par l'émergence des coopératives financières, agricoles et sylvicoles. »¹⁷ La situation a évolué. Les entreprises d'économie sociale en milieu rural se sont diversifiées, elles sont de plus en plus visibles et semblent jouer un rôle grandissant dans le développement des communautés.

En 2000, dans un rapport adressé au ministère des Régions du Québec, le Chantier de l'économie sociale, s'appuyant sur les recommandations de la Politique de la ruralité du Québec, considère les entreprises d'économie sociale des territoires ruraux comme des outils collectifs de développement économique, social et culturel. L'économie sociale représente une façon concrète de répondre aux besoins en produits et services d'une population, tout en créant des emplois durables et en favorisant la participation du citoyen à l'avenir et au développement de sa communauté.¹⁸ Ce rapport, plutôt descriptif, résume les particularités de 10 secteurs de l'économie sociale en milieu rural.¹⁹ En ce qui concerne les principaux défis de ces derniers, on souligne : « Une carence au niveau des programmes gouvernementaux qui ne tiennent généralement pas compte des spécificités rurales comme la dispersion de la population. »²⁰ Bien qu'il présente un intéressant survol du domaine, le rapport est toutefois très succinct et ne permet pas de saisir la réalité des entreprises culturelles en milieu rural.

En 2004, le Chantier de l'économie sociale présente toutefois un document qui traite particulièrement du rôle du tiers secteur dans le développement des régions du Québec.²¹ On y déplore le manque de considération aux apports de l'économie sociale du Rapport du groupe de travail sur le rôle de l'État québécois dans le capital de risque. Le document du Chantier répond donc à ce rapport en présentant les contributions spécifiques de l'économie sociale et en mentionnant que ces entreprises sont 1) collées sur les besoins; 2) des lieux d'innovation; 3) socialement rentables; 4) durables; 5) des meilleures utilisatrices de ressources. On y relate spécialement comment ces caractéristiques prédisposent ce type d'entreprise « à être des acteurs privilégiés dans le développement des milieux ruraux ». Le Chantier insiste sur le fait que l'économie sociale apporte un volet fondamental de développement social (rendement social). L'organisme interpelle les instances gouvernementales à ce sujet : « la seule recherche de rendements maximaux est-elle compatible avec un développement réel et équitable des sociétés

¹⁷ Proulx, Jacques. « Économie sociale et solidarité rurale » dans *Économie et Solidarités*, vol. 30, n° 1, 1999, p. 24.

¹⁸ Chantier de l'économie sociale. *L'économie sociale en milieu rural. Portrait sommaire et pistes de développement*. Présenté au ministère des Régions du Québec, mai 2000. p.1.

¹⁹ Le transport, le logement social, l'environnement, les services de garde, l'aide domestique, le tourisme, la culture et les loisirs, les médias communautaires, la foresterie, l'agriculture et l'alimentation.

²⁰ Chantier de l'économie sociale, *op. cit.*, p.25.

²¹ Chantier de l'économie sociale. *Capital de risque et développement des régions : la nécessité de soutenir une économie plurielle* Mémoire à la Commission des finances publiques de l'Assemblée nationale dans le cadre d'une consultation générale à l'égard du document intitulé « Rapport du groupe de travail sur le rôle de l'État québécois dans le capital de risque », février 2004, 17 p.

rurales? »²² Selon lui, les entreprises d'économie sociale sont particulièrement bien positionnées pour participer à la fois au développement certes économique, mais aussi social des régions.

Lors de l'atelier « Financer et sécuriser les projets des candidats » du colloque français « Campagnes en mouvement » (rencontre des acteurs de l'installation en milieu rural), Bruno Lang²³ soutient que l'économie sociale et solidaire jouera de plus en plus un rôle prépondérant et fondamental dans le développement des territoires ruraux. Il déplore effectivement que « le monde économique actuel ne permette pas à une entreprise en milieu rural d'atteindre les seuils de rentabilité imposés par le modèle libéral. »²⁴ En ce sens, l'économie sociale demeure une solution au développement économique rural puisqu'elle appelle aux collaborations entre les élus, les porteurs de projets et les partenaires financiers.

Dans une communication portant sur le rôle de la culture dans le développement des territoires, Antoine Landell et Bernard Pecqueur (Université Joseph Fourier) n'hésitent pas à présenter la culture comme un outil efficace du développement économique local. Ils envisagent la culture selon trois axes généraux :

1. Comme produit d'un territoire (identité- appartenance);
2. Comme une ressource susceptible de se transformer en actif;
3. Comme opérateur intervenant dans la mise en évidence et la valorisation de nouvelles ressources.²⁵

Ils attribuent donc à la culture un important rôle de mobilisation et d'identification des territoires. Dans une même optique, Claire Delfosse (Université Lumière Lyon 2) soulève les enjeux de l'étude du domaine culturel des espaces ruraux. La culture peut-elle être perçue comme une ressource pour le développement local? Cette chercheuse retient quatre questionnements complémentaires face à cette interrogation plus large. Dans un premier temps, elle se questionne sur le rôle que peut jouer la culture dans l'attractivité des lieux. Elle s'interroge sur les répercussions de l'offre culturelle sur la valeur des lieux et sur les concurrences qu'elle peut ainsi générer entre les territoires : « Un spectacle vivant ou un festival qui remporte un certain succès change l'image d'un lieu ou d'un territoire »,²⁶ affirme-t-elle. La culture devient donc, dans un deuxième temps, un angle d'analyse des rapports qu'entretiennent les populations aux lieux d'équipements, d'évènements et de pratiques culturelles en milieu rural :

Face aux interrogations sur l'enracinement et la mobilité des populations, la culture peut nous permettre de donner des éléments de réponse à travers l'analyse du processus de construction du local et du rôle des associations patrimoniales et des associations culturelles.²⁷

Dans un troisième temps, la culture permet, selon elle, de redéfinir les paramètres identitaires, administratifs et les balises du développement local : « L'appréhension des limites des territoires n'est pas toujours facile et réinterroge des notions comme "local", "pays", "région" »²⁸. La culture s'avère donc un élément fortement rassembleur.

²² *Ibid.*, p. 10.

²³ Directeur de l'association Actions & développement de l'entreprise sociale en Europe (Adese) et fondateur et ancien directeur de « Caderonne », la première SCIC de France (Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif, (Voir le site www.scic.coop).

²⁴ Collectif Ville-Campagne. Campagnes en mouvement. Synthèse de la rencontre des acteurs de l'installation en milieu rural, 15 et 16 décembre 2004. Saint-Brieuc/Côtes-d'Armor. Éditions Collectif Ville-Campagne, p.84

²⁵ Landell, Antoine et Pecqueur, Bernard. « La culture comme ressources territoriale spécifique », Laboratoire Territoires Université Joseph Fourier, Communication présentée au colloque de l'Association de Science Régionale de langue Française, Bruxelles, 1-3 septembre 2004, [en ligne], p.3.

²⁶ Delfosse, Claire. « Géographie rurale, culture et patrimoine. Volume 1 : Texte de synthèse. Volume II : Dossier de publication » dans *Ruralia*. 2003-12/13, [en ligne].

²⁷ *Loc cit.*

²⁸ *Loc cit.*

Quatrièmement, l'étude des faits et des acteurs culturels des espaces ruraux permet de faire valoir l'effervescence et le bouillonnement d'idées qu'on y trouve. L'auteure rappelle « que les campagnes ne sont pas seulement un conservatoire, mais que des hommes et des femmes y vivent »²⁹. Claire Delfosse considère ainsi les campagnes comme des lieux où l'attente culturelle est forte. De ce fait, elle insiste sur la pertinence d'étudier le rôle des associations dans le développement culturel et dans la construction de l'appartenance locale.

Dans un même ordre d'idées, Hélène Cettolo a orienté sa recherche doctorale sur le rapport entre l'action culturelle et le développement local en milieu rural. Elle cherchait ainsi à « déceler de nouvelles dynamiques, des processus de (re)construction des territoires à l'œuvre dans les espaces ruraux. »³⁰ Se basant sur deux principes selon lesquels « le territoire [fait] le projet » (action culturelle liée aux contextes locaux) et le « projet [fait] le territoire » (volonté de donner sens aux lieux), Cettolo analyse les résultats de trois études de cas qui touchent à trois projets culturels situés en Midi-Pyrénées. Elle conclut que les activités culturelles prennent sens localement par un certain « art de vivre » et qu'elles se situent souvent à la limite d'une volonté d'enracinement et d'ouverture sur l'extérieur.

Estelle Regourd (Université Paul Valéry), quant à elle, fait ressortir la pertinence de l'étude de l'acteur associatif (qu'il soit rattaché au secteur culturel ou pas) à l'égard du développement local. Par son ancrage dans l'espace et dans le milieu, sa souplesse, sa capacité d'innovation et par le fait qu'il est autant un acteur local, collectif, mais aussi porte-parole individuel, l'acteur associatif constitue un objet d'étude « incontournable pour analyser les mutations rurales actuelles et leur traduction spatiale et territoriale »³¹. Selon elle, le phénomène du renouvellement du rural et celui du développement associatif ont déjà été étudiés, mais la corrélation entre les deux demeure peu explorée. Elle montre aussi comment les associations peuvent influencer la dynamique des campagnes et du monde rural en y intégrant diverses façons d'investir, d'utiliser et de vivre les nouveaux espaces ruraux. L'auteure conclut que la sphère associative est :

[...] Un excellent révélateur des bouleversements ruraux en cours, un acteur incontournable des dynamiques territoriales actuelles et un indicateur sociogéographique de poids, parfois bon témoin de la réalité locale, parfois catalyseur pour transformer cette réalité, mais dans tous les cas, outil d'analyse précieux pour les chercheurs en sciences sociales et particulièrement en géographie.³²

De façon analogue, Claire Delfosse voit les associations comme un lieu où se rencontrent volontés collectives et volontés individuelles. Elle insiste sur le rôle important des associations en milieu rural : « [...] l'espace rural serait à la fois un désert culturel et un lieu où s'affirme l'évidence patrimoniale, les associations sont un acteur-clef de la vie culturelle en milieu rural, la culture contribue à l'émergence du local en milieu rural, développement local et développement culturel y sont étroitement liés [...] »³³.

²⁹ *Loc cit.*

³⁰ Cettolo, Hélène. « Action culturelle et développement local en milieu rural. Le cas de trois projets culturels en Midi-Pyrénées. » dans *Ruralia* Thèse de doctorat d'études rurales. Université de Toulouse-Le-Mirail, janvier 2000, résumé de thèse [en ligne].

³¹ Regourd, Estelle. « Le phénomène associatif dans la recomposition territoriale : vers de nouvelles ruralités? » dans *Ruralia*. Thèse de doctorat en géographie. Université Paul Valéry MontPellier, 3 octobre 2004, résumé de thèse [en ligne].

³² *Loc cit.*

³³ Delfosse, Claire, *op. cit.*

Économie sociale et pouvoir attractif : revitalisation multiforme et arrivée de nouvelles populations

Force est de constater que simultanément, malgré la dévitalisation de nombreux lieux et milieux ruraux, plusieurs autres régions voient leur communauté se mobiliser grâce, entre autres, au tiers secteur. Marc-Urbain Proulx donne l'exemple de Saint-Jean-Port-Joli et de Petite-Vallée en ce qui a trait au dynamisme culturel, social et économique des zones rurales et précise que : « D'autres preuves sont illustrées par les succès de l'économie sociale, des coopératives, de l'entraide communautaire et du développement local en général »³⁴. Les secteurs culturels et artistiques sont donc des points centraux de plusieurs projets de revitalisation des quartiers et des villages en milieu rural. En effet, le cœur du village devient souvent un lieu de cohésion sociale qui rassemble la population autour de points d'intérêt commun et qui diversifie les pratiques d'un milieu. Un noyau villageois vivant renvoie une image positive qui attire les visiteurs et les touristes dans la région.³⁵

L'action de l'économie sociale semble donc bien en lien avec le territoire physique auquel elle est rattachée. À l'hiver 2007, un numéro thématique de la revue *Organisations et Territoires* se penchait entre autres sur les liens entre territorialité, économie sociale et innovation sociale. Dans un article sur le sujet, des chercheurs mentionnent d'ailleurs comment l'économie sociale peut intervenir pour maintenir les populations dans les territoires ruraux.³⁶ Non seulement, les organismes d'économie sociale peuvent-ils agir comme facteur de maintien, mais ils permettent également une forme de redynamisation du territoire « par l'installation d'infrastructures spécialisées tels les équipements de tourisme social »³⁷. Par ce processus, les territoires peuvent voir leur image refaçonnée par certaines initiatives. Bref, une relation à double sens se met en place puisque, d'un côté, le territoire semble déterminer la location de l'économie sociale, mais de l'autre, l'économie sociale influence la définition, l'identité et le développement de ces mêmes territoires.³⁸

Le dynamisme culturel des milieux ruraux, qu'il soit ou non rattaché au domaine de l'économie sociale, se répercute sur les représentations globales que les acteurs se font du territoire. En effet, l'activité culturelle favorise « la création d'un environnement culturel dynamique capable de renforcer l'attractivité des territoires pour les entreprises, les résidents potentiels, les porteurs de projets. »³⁹ Les territoires ruraux de plusieurs pays occidentaux voient de plus en plus l'arrivée, souvent significative, d'artistes et de gens de culture qui y perçoivent différents avantages : espaces disponibles à moindre coût, lieux de production, population ouverte à des expérimentations artistiques, par exemple.⁴⁰ Antoine Landell et Bernard Pecqueur situent ce phénomène dans la nouvelle économie résidentielle. Selon eux :

Le développement de certains territoires reposerait sur l'arrivée de nouvelles populations, dont les ressources seraient issues de l'extérieur, mais qui consommeraient localement, induisant ainsi de nouvelles activités. Ces populations deviennent ainsi de nouvelles ressources susceptibles d'être mobilisées.⁴¹

³⁴ Proulx, Marc-Urbain. « Duale ruralité » dans *Action nationale*, vol. 93, n° 8, octobre 2003, p.30.

³⁵ California Arts Council. « Arts Fuel the Economic Engine. Arts and culture contribute to the economic vitality of the society » www.cac.ca.gov [en ligne].

³⁶ Bouchard, Marie J.; Carrière, Jean; Klein, Juan-Luis; Marceau-Guimont, Stéphane, Michaud, Valérie et Carol Saucier. « L'économie sociale et le territoire » dans *Organisations et territoires*, vol. 16, n° 1, hiver 2006, p. 8.

³⁷ *Ibid.*, p.9.

³⁸ *Ibid.*, p. 10.

³⁹ ENESAD-Dijon. « Développement culturel, enjeu artistique et projet de territoire. Pour des démarches partenariales de développement durable » Colloque 3-4 avril 2006, ENESAD-Dijon, Texte de présentation. www.cat.eduagri.fr [en ligne].

⁴⁰ *Loc cit.*

⁴¹ Landell, Antoine et Bernard Pecqueur, *op. cit.*

Concernant l'effet attractif de la culture, les auteurs pointent une approche qui propose « de positionner la culture comme élément de l'attractivité territoriale. Alors que la concurrence entre les territoires s'exprime souvent au travers de critères économiques ou fiscaux, certains territoires construisent un positionnement sous l'angle culturel.⁴²

Dans une étude portant sur l'effet des arts sur le développement régional, une équipe de recherche de l'Université du Minnesota indique également comment ce secteur d'activités contribue à enrichir la vie locale. Se basant sur plusieurs entrevues menées avec des artistes de différents secteurs des régions de Minneapolis/St. Paul (MN), on y documente à l'aide de *focus group* et d'entrevues individuelles, le parcours des artistes, les raisons de leur établissement en région et l'influence de leur art sur le développement régional. Les auteurs montrent « the importance of amenities, quality of life and an active and nurturing arts community in attracting and retaining artists »⁴³. Ils constatent les impacts multiformes des arts :

Our work on the Twin Cities case demonstrates the pull of the area's unique lake, river and recreational environment, the plurality of public and free arts venues, and diverse spiritual and health options for artists. As the art that they produce becomes its own increment to the region's amenities, it encourages young people to become artists, induces other artists to come or stay, and helps other non-artistic firms attract workers and talent to the region.

Le même constat fut fait au Québec avec l'arrivée de nouvelles populations rurales qui sont à la fois attirées par une vie culturelle dynamique dans leur nouveau milieu de vie et acteurs de nouvelles activités culturelles et sociales répondant à leurs besoins. En effet, Lucie Hébert, Myriam Simard et Anne Martin mettent en relief, pour Brome-Missisquoi, cet impact culturel évident des néo-ruraux en plus des autres impacts économiques, sociodémographiques et environnementaux liés à leur installation⁴⁴. Un foisonnement d'activités culturelles diversifiées a ainsi amélioré la qualité de vie locale tout en bonifiant l'attractivité du territoire étudié.

En résumé, quant aux liens à faire entre la présence d'entreprises culturelles et l'attraction, la rétention ainsi que l'intégration des populations en milieu rural, plusieurs auteurs y voient un nouveau rapport d'identification au territoire où les motivations ne sont plus seulement économiques. Les propos d'un intervenant au colloque français « Campagnes en mouvement » le résumant bien :

« [...] Ne faut-il pas aujourd'hui réfléchir, comme le font progressivement les pays, sur la nécessité de développer des outils intégrant d'autres paramètres que la dimension économique, car ce n'est pas forcément l'activité économique qui fait venir les gens. L'habitat, les services et les activités culturelles pour ne prendre que ces exemples contribuent à rendre ou non un territoire attractif.⁴⁵

⁴² *Loc cit.*

⁴³ Markusen, Ann and David King. *The Artistic Dividend. The Arts' Hidden Contribution to Regional Development*. Humphrey Institute of Public Affairs, University of Minnesota, July 2003, p. 3.

⁴⁴ Hébert, Lucie; Simard, Myriam; Martin, Anne. *Les néo-ruraux. Un changement de paysage*, résultats d'une recherche exploratoire sur l'impact de l'arrivée de néo-ruraux à partir du cas de Brome-Missisquoi, CLD Brome-Missisquoi, INRS-UCS, ARUC-économie sociale, ministère du Développement économique et régional, Québec, mars 2004, 12 pages. Disponible sur le site de Brome-Missisquoi : www.brome-missisquoi.ca, cliquer sur la rubrique « résident », puis « De la ville à la campagne ».

⁴⁵ Collectif Ville-Campagne, *op. cit.*, p. 105

Offre culturelle en milieu rural : des problématiques et un nouveau champ à investiguer

En juin 2006, Statistique Canada préparait un Bulletin d'analyse - Régions rurales et petites villes du Canada sur l'emploi rural dans le secteur culturel. Cette étude relève plusieurs faits saillants. On mentionne qu'en 2003, 2,8 % de la main-d'œuvre rurale travaillait au sein du secteur culturel tandis qu'à l'échelle nationale, la proportion de la main-d'œuvre employée au sein du secteur culturel était plutôt de 3,9 %.⁴⁶ Aussi, en septembre 2007, Statistique Canada publiait une étude basée sur les données de recensement de 2001 dans laquelle était analysé l'écart entre l'urbain et le rural en matière de professions culturelles. L'étude stipule que l'emploi culturel dans les régions rurales soit plus spécialisé et moins diversifié que dans les grandes régions urbaines disposant de grands marchés.⁴⁷

Quoique la proportion de travailleurs du milieu culturel soit moins élevée dans les milieux ruraux, le rôle de la culture dans le développement des territoires ruraux est de plus en plus reconnu. Pourtant, comme l'indique le texte d'introduction d'un colloque français tenu en avril 2006, le champ d'action qu'on lui attribue est souvent restreint : « L'attention est souvent portée de manière unilatérale sur les retombées économiques de l'investissement culturel. »⁴⁸ Les autres dimensions sont souvent négligées, voire complètement occultées. La création de peu d'emplois au sein des entreprises culturelles d'économie sociale tend à justifier, de la part des instances de tout ordre, le peu de ressources qui leur sont attribuées.

Les principales difficultés auxquelles se heurtent les projets et activités culturelles en milieu rural sont la faible densité de population, le manque de moyens financiers des collectivités, l'absence d'infrastructures, l'éloignement des réseaux des acteurs culturels professionnels.⁴⁹

Jean-Michel Landry, dans un rapport réalisé en janvier 2007, sous la direction de Serge Côté (Université du Québec à Rimouski), fait état des résultats de la première phase d'un projet de deux ans portant sur les organismes d'économie sociale oeuvrant dans le domaine de la culture, dans une région ciblée, soit celle du Bas-Saint-Laurent. Le premier volet, plus exploratoire, vise à dresser le portrait de quatre organismes dispersés sur le territoire et donc autant situés en milieu rural et urbain. Les quatre organismes choisis (domaine des arts médiatiques, de la musique, de la peinture et du patrimoine) ont été appréhendés par le biais d'entrevues semi-dirigées avec des acteurs oeuvrant directement au sein des organismes. Un portrait de chacune des organisations est dressé, lequel est suivi d'une synthèse résumant les principales conclusions de l'étude de cas. Landry souligne ainsi d'emblée le caractère hétérogène des cas et la diversité des types de fonctionnement.

L'auteur mentionne d'abord comment les organismes de l'économie sociale oeuvrant dans le domaine culturel doivent faire preuve d'innovation et utiliser plusieurs stratégies pour faire la promotion de leurs produits et services. L'ancrage dans le milieu est nécessaire, voire essentiel, à la survie des organismes. La reconnaissance semble parfois créer problème puisque les produits culturels ne sont pas considérés comme des biens essentiels. De ce fait, les organismes doivent veiller à inclure leur projet à la vie locale : « Il faut aussi faire passer l'idée que le service culturel est une production éminemment désirable dans une communauté et qu'il ajoute à sa qualité de vie

⁴⁶ Singh, Vik, 2006. « L'emploi rural dans le secteur culturel. » *Bulletin d'analyse : régions rurales et petites villes du Canada*. 6, 8, p. 1

⁴⁷ Schimpf, Michael et Paul Sereda. « Vers une géographie de la culture : l'écart entre l'urbain et le rural en matière de professions culturelles. 2001 » *Statistique Canada. Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Document de recherche*. Ministère de l'Industrie, septembre 2007, p. 20

⁴⁸ ENESAD-Dijon, *op. cit.*

⁴⁹ RELIER (Réseau d'Expérimentations et de Liaisons des Initiatives en Espace Rural). *Vivre d'activités culturelles et artistiques en milieu rural. Quelles spécificités d'actions et de coopérations?* Textes et données collectés à la suite de la journée de rencontre et d'échanges du 6 avril 2002, Clermont-Ferrand, p.13.

et à son attractivité.»⁵⁰ Le financement crée également son lot de problématiques puisque le temps investi dans la recherche de subvention est souvent en décalage avec les fonds touchés. Landry signale également, au niveau du financement, une trop grande dépendance financière des organismes et un soutien plutôt faible du palier municipal. En contrepartie, les organismes culturels étudiés bénéficient largement de l'apport incontesté du travail bénévole et des liens de collaboration avec d'autres organismes ou entreprises du milieu, bien que dans ces deux cas : « Les résultats obtenus par ces échanges ne figurent pas dans les bilans financiers, mais sont indispensables lorsque vient le temps de réaliser certains projets. »⁵¹ L'étude rapporte également le manque de relève, spécialement celle des jeunes dans ces entreprises. Finalement, le rapport intime au territoire, les liens à l'espace géographique deviennent, pour les organismes culturels, des « moteur[s] de développement et une source de fierté pour les gens qui travaillent dans les différents organismes. »⁵²

De la même façon, le Chantier de l'économie sociale, dans un mémoire adressé à la ministre de la Culture et des Communications du Québec en 2002, soulève quatre principales problématiques des entreprises culturelles d'économie sociale soit : la non-reconnaissance, le sous-financement, la précarité des emplois et le réseautage.⁵³ Sans traiter précisément du milieu rural, l'organisme mentionne que l'économie sociale doit être vue comme un outil dynamique et générateur pour les territoires : « Ces initiatives en économie sociale dans le domaine culturel ont une importance capitale pour le développement économique, social et culturel du Québec et de ses régions »⁵⁴. C'est ainsi qu'on y rattache la notion de démocratisation culturelle qui consiste à pouvoir susciter la créativité de la communauté tout en favorisant une consommation culturelle intelligente et accessible. Le mémoire présente quelques cas d'entreprises culturelles d'économie sociale, dont quelques-unes sont situées en milieu rural. Les auteurs insistent sur la nécessité de mieux connaître les entreprises d'économie sociale du secteur culturel pour ainsi mener à une concertation pluridisciplinaire des gens du milieu et à une structuration des réseaux.

Il apparaît clairement que l'analyse des potentiels culturels du monde rural reste à approfondir. Selon des jeunes géographes français, au-delà de l'étude du tourisme rural et de la structure villageoise comme telle, « des thèmes peut-être plus anecdotiques comme les services de proximité ou l'offre culturelle en milieu rural pourraient certainement nous apprendre beaucoup sur les évolutions et recompositions sociales des campagnes vivantes »⁵⁵. À cet égard, Myriam Simard souligne en 2002, dans un article-synthèse sur la culture rurale, que beaucoup reste à faire dans ce champ de recherche en émergence. Après avoir montré les lacunes de la littérature en réalisant un bilan critique des études sur la production culturelle en milieu rural au Québec depuis plus de 25 ans, elle suggère quelques pistes prometteuses à investiguer. Parmi celles-ci, figurent l'approfondissement de réflexions théoriques et conceptuelles sur la culture et la ruralité ainsi que la poursuite d'études spécifiques quant aux transformations contemporaines des territoires ruraux dont, notamment, les nouvelles populations migrant de la ville vers les campagnes et leurs effets sur la culture rurale⁵⁶.

⁵⁰ Landry, Jean-Michel. *Portrait d'organismes d'économie sociale qui œuvrent dans le domaine culture*, (sous la dir. de Serge Côté). Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional de l'Est du Québec (GRIDEQ) et Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale, Université du Québec à Rimouski, janvier 2007, p.35.

⁵¹ *Ibid.*, p.39.

⁵² *Ibid.*, p.40.

⁵³ Chantier de l'économie sociale. *L'économie sociale et le secteur culturel. L'urgence d'agir pour soutenir la démocratie culturelle*. Mémoire présenté à la ministre de la Culture et des Communications, mars 2002, p.13.

⁵⁴ *Ibid.*, p.2.

⁵⁵ Bouzillé-Pouplard, Emmanuelle. « Des campagnes vivantes. Réflexions de jeunes géographes à propos du colloque en hommages à Jean Renard » dans *Ruralia*, août 2001 [en ligne].

⁵⁶ Simard, Myriam. « Espace rural et culture » dans LEMIEUX, Denise (dir.), *Traité de la culture*, Les Presses de l'Université Laval et les Éditions de l'IQRC, 2002, pp.163-180.

Tout compte fait, l'économie sociale dans le secteur culturel doit être vue comme un apport important d'innovations et de créations sociales. Margie Mendell mentionne d'ailleurs, lors d'une journée de discussion sur le thème « Culture et économie solidaire », tenue à Paris en janvier 2007, comment l'équation conventionnelle selon laquelle la richesse doit prendre la forme de biens matériels doit être renversée. Selon elle, la passion se trouve à la base de la culture.⁵⁷ Mendell rappelle également fort bien comment le calcul des impacts économiques doit être composé d'une foule de variables tangibles et intangibles : « L'impact économique est le résultat de l'engagement, de la création, du bonheur de créer, de l'appréciation de la beauté de l'art dans toutes ses formes. »⁵⁸ Selon Mendell, on sous-estime encore la capacité économique d'activité culturelle et, en ce sens, le défi consiste à faire connaître la richesse des initiatives.

Conclusion de la revue de littérature : entreprises culturelles d'économie sociale en milieu rural : des ressources à explorer

À partir de la revue de littérature que nous venons de faire, on peut affirmer que l'étude des entreprises culturelles d'économie sociale a été négligée. Plusieurs écrits traitent de l'économie sociale de manière assez générale. L'accent a plutôt été mis sur les entreprises à vocation économique et sociale. Quant aux entreprises culturelles d'économie sociale en milieu rural, peu d'auteurs abordent directement ce sujet, sinon de façon indirecte par le biais de thèmes liés au développement territorial et local. On l'a vu, plusieurs discours convergent quant à l'apport de la culture et des arts en milieu rural. Les entreprises culturelles en milieu rural sont perçues tantôt comme moyen de valorisation de territoires ruraux et d'attraction de nouvelles populations, tantôt comme lieu de création et de diffusion de la culture ou encore comme outil d'enrichissement ou de revitalisation de la vie locale.

Les lacunes de la littérature existante sur le sujet des entreprises culturelles d'économie sociale en milieu rural nous ont donc incitées à explorer davantage ce thème de recherche. Une étude sur les atouts et difficultés des entreprises culturelles d'économie sociale en milieu rural nous a ainsi semblé novatrice, puisqu'elle permettait d'arrimer plusieurs champs d'étude dont notamment la ruralité, le développement local, les mouvements de population, la culture, l'entrepreneuriat. En outre, elle vient apporter de nouvelles connaissances pour mieux cibler les défis et enjeux d'avenir de ces entreprises culturelles, ainsi que les politiques et mesures à adopter pour mieux répondre à leur situation spécifique en contexte rural.

⁵⁷ Journée « Culture et économie solidaire », Retranscription, 25 janvier 2007, Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) Paris. Organisé par la Chaire relations de service Cnam, l'Union Fédérale d'intervention des structures culturelles et l'association Opale / Cnar Culture, en partenariat avec le Lise (Cnam/CNRS), p.57.

⁵⁸ *Loc cit.*

Premiers résultats de recherche dans Brome-Missisquoi

Présentation de la recherche : objectifs et méthodologie

L'objectif principal du projet de recherche était de dégager les problématiques particulières au développement et au fonctionnement des entreprises d'économie sociale du secteur culturel en milieu rural, à partir du cas de Brome-Missisquoi. Il s'agissait de faire ressortir autant les atouts que les difficultés de ce type d'entreprises ainsi que leurs défis principaux pour assurer leur pérennité. Un regard particulier fut porté sur l'impact diversifié et global de la culture, notamment sur la rétention et l'intégration des populations en milieu rural. Bref, il s'agissait de dresser un portrait global de ces entreprises en identifiant autant les forces et les faiblesses que les opportunités et menaces. Également, une attention particulière fut dirigée sur le soutien du milieu et des décideurs locaux à l'égard de ces entreprises culturelles en contexte rural.

En continuité avec une première recherche exploratoire sur les néo-ruraux réalisée en 2003 (Hébert, Simard et Martin, 2004), ce présent projet s'est attardé notamment sur les nouveaux enjeux et défis occasionnés par l'arrivée de nouvelles populations rurales (jeunes familles, retraités, travailleurs autonomes, artistes, immigrants) ayant des attentes précises quant aux activités culturelles à fournir. Comment les entreprises culturelles d'économie sociale concilient-elles les diverses attentes de leur clientèle? Quelles sont les embûches? Sont-elles le théâtre d'un nouveau métissage culturel? Ou d'un clivage socioculturel de plus en plus marqué entre divers sous-groupes de ruraux? Quelles sont les stratégies utilisées par ces entreprises pour surmonter les difficultés? Leurs forces et faiblesses? Les acteurs décisionnels locaux et régionaux supportent-ils le développement de telles entreprises culturelles sur leur territoire? En voient-ils le bien fondé?... Voilà quelques-unes des questions au cœur du projet.

L'étude a été réalisée à partir des expériences de quatre entreprises d'économie sociale actives: 1) Farfelu (OBNL), *boutique d'art et d'artisanat (Sutton)*; 2) Artistes et artisans en réseau coopératif (ARC), *coopérative de mise en marché (Cowansville)*; 3) Arts Knowlton (OBNL), *salle de spectacle axée principalement sur le théâtre anglophone et ouvert sur la communauté (Lac-Brome)*; 4) Coeur du Village (OBNL), *carrefour culturel et salle de spectacle communautaire (Sutton)*. S'y est ajoutée l'expérience d'une salle de spectacle récemment fermée, mais qui fut mise à contribution afin de scruter les embûches qui ont provoqué la cessation des activités et en tirer certaines tendances et leçons. De plus, des entrevues avec certains maires des municipalités accueillant des entreprises culturelles d'économie sociale ont été effectuées.

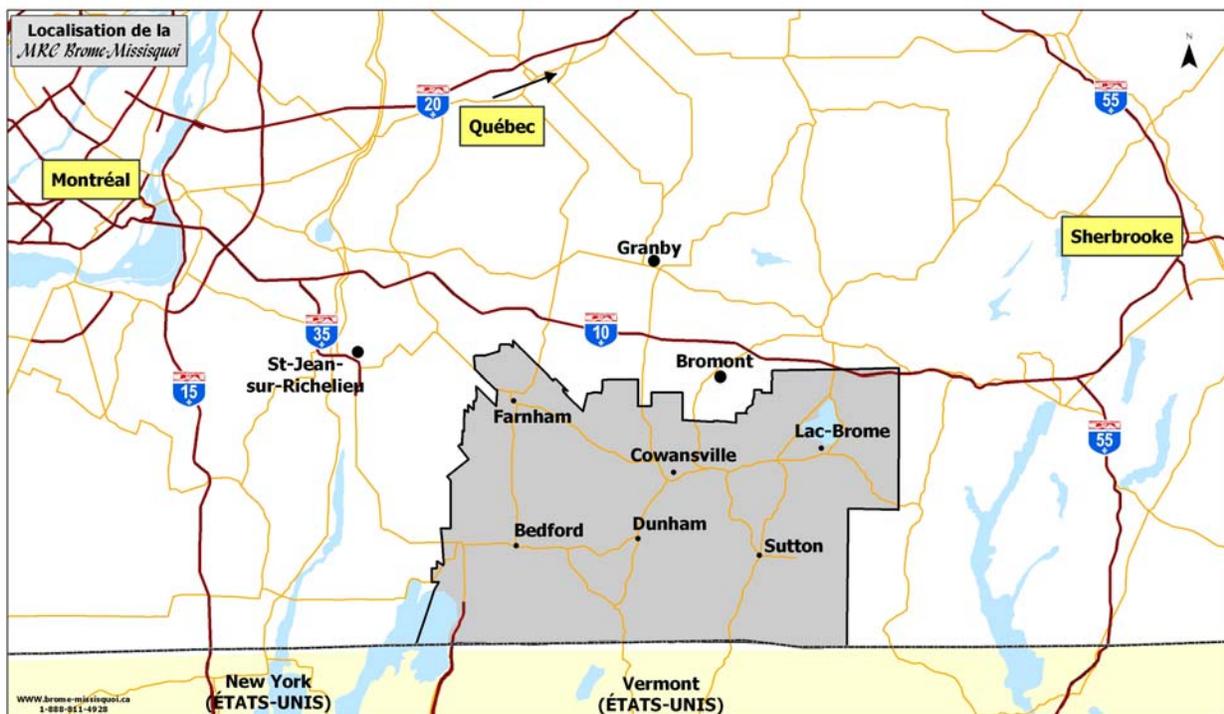
Deux questionnaires semi-dirigés ont été construits, l'un pour les entreprises culturelles et l'autre pour les élus municipaux. Ces questionnaires incluaient autant certaines dimensions repérées dans la revue de littérature que d'autres à partir de nos observations et expériences directes en milieu rural et de nos intérêts plus spécifiques. Dans la grande majorité des cas, des entrevues individuelles ont été réalisées, soit auprès de maires ou auprès de membres fondateurs des entreprises encore actifs dans le conseil d'administration. Dans deux cas, des *focus groups* ont permis de rencontrer plusieurs personnes de la même entreprise. Cette méthode par entrevue s'est révélée particulièrement bien adaptée pour répondre à nos objectifs. Par les témoignages des divers acteurs, les atouts et obstacles majeurs ont pu être identifiés et analysés. Toutes ces entrevues ont été réalisées durant l'été 2006 et leur durée moyenne était de 1 h 15.

Ce projet a été approuvé par le Comité d'éthique de la recherche de l'INRS au printemps 2006. Il fut financé par le CRSH (ARUC en économie sociale et Cap Développement local et régional), l'INRS pour le volet des élus municipaux,

ainsi que le Réseau interuniversitaire d'études urbaines et régionales Villes Régions Monde (www.vrm.ca) pour la diffusion et le transfert des connaissances.

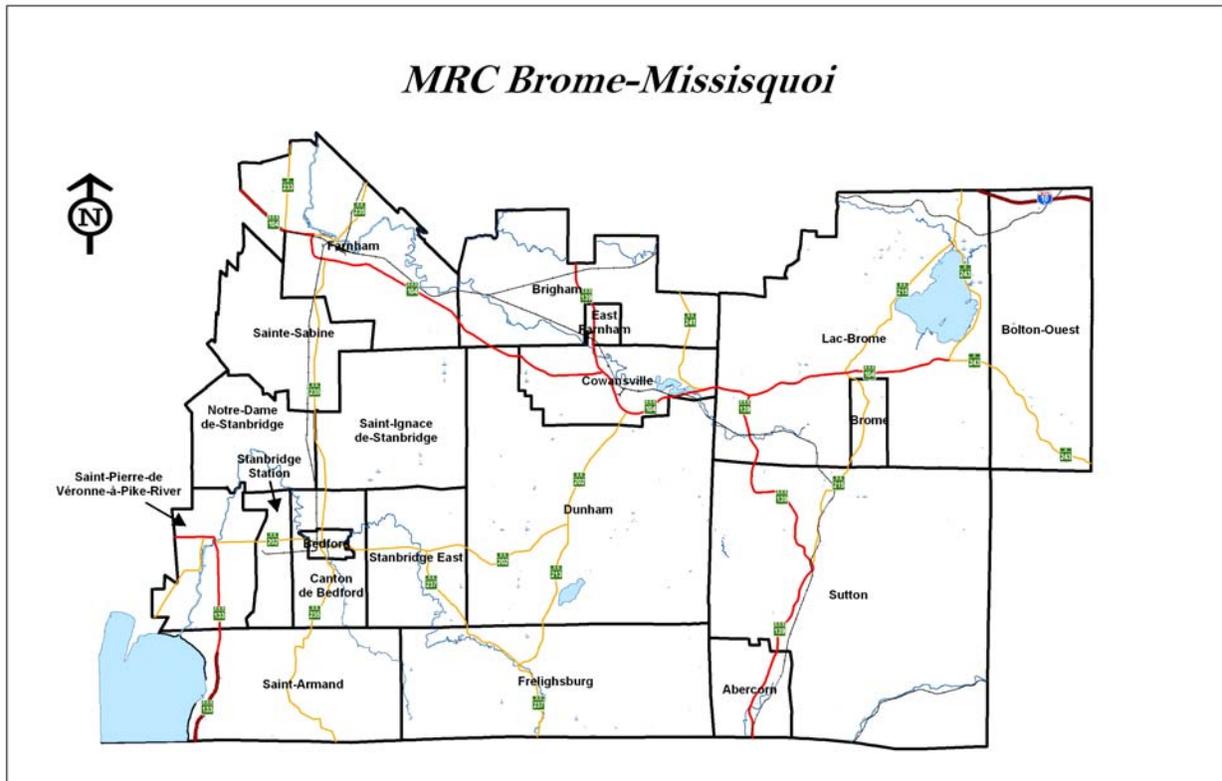
Présentation de la MRC Brome-Missisquoi et de ses entreprises d'économie sociale

La MRC de Brome-Missisquoi est située au sud du Québec, aux limites de l'Estrie et de la Montérégie. Elle est composée de 20 municipalités à prédominance rurale. Une seule ville comporte plus de 10 000 habitants. Il s'agit de Cowansville avec 12 182 habitants. Les autres, Farnham, Bedford, Sutton et Lac-Brome sont de taille plus réduite (entre 7809 et 2612). Quant aux municipalités rurales, leur population varie entre 2408 et 278 habitants. La population totale de la MRC est de 46 720 personnes avec une densité moyenne de 30 habitants au kilomètre carré (Statistique Canada, 2006).



Carte 1 : Situation géographique de la MRC Brome-Missisquoi

La région est très différente dans les secteurs est et ouest. À l'ouest se retrouvent les plaines montréalaises où sont situées les municipalités de Farnham et Bedford, deux petites villes à vocation industrielle. Elles sont entourées de plusieurs villages où l'agriculture est prédominante. C'est dans cette partie du territoire que l'on retrouve une population à majorité francophone affichant un taux de pauvreté plus élevé et un taux de scolarisation plus faible que la moyenne provinciale. À l'opposé, le secteur est, avec le massif montagneux des monts Sutton, s'appuie sur une activité économique axée principalement sur la villégiature et le tourisme. Dans cette portion de la MRC, la population anglophone compte pour 40 à 60 % selon les villages. Ce secteur présente un niveau de revenu et une scolarité plus élevés que la moyenne provinciale.



Carte 2 : La MRC de Brome-Missisquoi

L'économie sociale dans Brome-Missisquoi

En 2007, la MRC de Brome-Missisquoi comptait neuf entreprises d'économie sociale reconnues par le CLD. Parmi celles-ci, cinq sont dans le secteur culturel.⁵⁹ Elles totalisaient ensemble quelque 86 emplois permanents et 30 emplois temporaires dans les domaines de la culture, de l'aide domestique, de la récupération, des services à la petite enfance ou de l'hébergement pour personnes âgées.⁶⁰ Déjà, en avril 2004, le CLD et la MRC Brome-Missisquoi avaient organisé conjointement un colloque réunissant les intervenants de divers secteurs dans le but de mettre en place un plan de développement stratégique permettant de bien cerner les objectifs communs à atteindre.

Comme l'indique le compte-rendu du colloque, les entreprises d'économie sociale doivent relever certains défis, entre autres, sur le plan de la visibilité en élaborant certains rapprochements avec le privé : « Le défi est de mieux faire connaître les particularités de ce type d'entreprises d'économie sociale afin de favoriser des maillages avec le public et le privé pour un soutien mutuel. »⁶¹ Ainsi, le développement de projets d'entreprises collectives pourrait permettre de répondre à certaines problématiques identifiées dans Brome-Missisquoi : hébergement pour personnes âgées, transport, insertion en emploi, recyclage de matières résiduelles, main-d'œuvre particulière...

⁵⁹ Plusieurs organismes à but non lucratif (OBNL) ne sont pas reconnus comme des entreprises d'économie sociale puisqu'ils ne génèrent pas d'emploi et ce, malgré leurs retombées économiques et touristiques.

⁶⁰ CLD Brome-Missisquoi. « Appel de projets d'économie sociale 2006 », www.brome-missisquoi.ca/region/bulletin/article/179.html [en ligne]. (Données mises à jour après vérifications avec l'auteure).

⁶¹ Extrait du Rapport des travaux du colloque du printemps Vision Brome-Missisquoi, 2008, CLD et MRC Brome-Missisquoi, 24 juillet 2004, p. 18.

Sur le plan culturel, les actes du colloque font mention d'une nette amélioration de ce volet, attribuable en partie à l'adhésion de la MRC au réseau Villes et villages d'art et de patrimoine (VVAP) et à la rédaction de la politique culturelle en 2001. On relate aussi qu' « en plus des emplois qui se multiplient dans le milieu culturel, on remarque que la culture est aujourd'hui perçue comme un moteur du développement économique pour la région de Brome-Missisquoi. »⁶² La MRC tend ainsi à faire sa marque dans le domaine culturel et s'avère un terreau fertile pour réaliser une étude sur la problématique spécifique des entreprises culturelles d'économie sociale en milieu rural.

À noter que le CLD Brome-Missisquoi possède également le Fonds d'économie sociale permettant de soutenir le démarrage de projets d'économie sociale créateurs d'emplois, non seulement à partir d'entreprises nouvelles, mais également à partir d'organismes déjà existants (Volet démarrage). Ce fonds permet également de consolider des entreprises déjà en place (Volet consolidation).⁶³

La MRC de Brome-Missisquoi s'est dotée d'une *Politique culturelle* depuis 2002 et la ville de Cowansville depuis 2004, alors que Sutton a adopté la sienne à l'automne 2007. À noter que la ville de Sutton est la cinquième ville au Canada en termes de concentration d'artistes dans la municipalité (6 % de la population active occupe une profession artistique).⁶⁴

Résultats préliminaires : atouts et difficultés

Nous présentons ici schématiquement, dans cinq tableaux différents, quelques résultats préliminaires concernant les atouts et difficultés des entreprises culturelles d'économie sociale dans la MRC à prédominance rurale de Brome-Missisquoi. Ils concernent respectivement :

1. Les ressources humaines;
2. Les ressources financières;
3. Les retombées multiples pour le milieu;
4. L'intégration des populations;
5. Les spécificités rurales.

Un bilan plus complet de ces résultats est présenté dans deux publications distinctes. La première concerne une brochure de vulgarisation (Simard, Hébert, Bricault et Paquette, 2008); la deuxième concerne un article scientifique à être publié prochainement dans une revue scientifique (Bricault et Simard, à paraître).

⁶² CLD et MRC Brome-Missisquoi. Rapport des travaux du colloque du printemps Vision Brome-Missisquoi 2008, 24 juillet 2004, p. 19.

⁶³ Hébert, Lucie. « Une réponse collective à un besoin collectif ». Document de référence Économie sociale dans Brome-Missisquoi, 2002, 17 p.

⁶⁴ Hill Strategies Recherche Inc. *Les artistes dans les petites municipalités urbaines et rurales du Canada*, Regards statistiques sur les arts, vol. 4, n° 3, février 2006, p. 5.

Ressources humaines

Atouts	Difficultés
<ul style="list-style-type: none"> - Bénévolat <ul style="list-style-type: none"> • Facteur de réussite essentiel • Facilité de recrutement des bénévoles • Culture comme secteur bénévole attractif - Importance de l'implication du conseil d'administration pour mieux arrimer les intérêts de la population locale aux activités à mettre en marche. - Sensibilité à l'histoire et à la culture du milieu pour mieux développer un sentiment d'appartenance chez la population. 	<ul style="list-style-type: none"> - Essoufflement, personnel réduit - Précarité - Manque de relève (écart générationnel entre les plus âgés et les jeunes) - Nécessité de développer la sensibilisation auprès des élus, des commerçants, de la population sur les conditions de travail du personnel de ces entreprises.
<p style="text-align: center;">Esprit d'entrepreneurship</p> <ul style="list-style-type: none"> • Personnalité des promoteurs • Dynamisme • Ouverture • Débrouillardise 	

Fait important, selon que l'« esprit d'entrepreneurship » se manifeste ou pas dans ces entreprises, ce dernier élément figure soit comme atout, soit comme difficulté. En ce sens, la personnalité dynamique des promoteurs et des employés qu'ils embauchent, leur ouverture et leur capacité de débrouillardise sont un gage de réussite.

Soit

Ressources financières

Atouts	Difficultés
<ul style="list-style-type: none"> - Arts de la scène privilégiés en raison d'un taux de revenus autonomes d'environ 75 % (vs. arts visuels) - Aide au démarrage (Fonds d'économie sociale, Pacte rural, Emploi Québec) 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de temps et de ressources financières pour développer de nouveaux projets (vision à court terme, difficulté de planifier à long terme) - Peu d'aide au fonctionnement de base - Manque de soutien à long terme (consolidation) - Manque de reconnaissances des paliers gouvernementaux provinciaux et fédéraux - Écart entre le discours des élus et leurs pratiques

Retombées multiples pour le milieu

Atouts	Difficultés
<ul style="list-style-type: none"> - Émergence à partir des besoins du milieu - favorise l'ancrage et la pérennité du projet ainsi que le dynamisme du milieu - Synergie entre les divers acteurs du milieu - figure comme un effet levier pour des initiatives nouvelles et des maillages - Accessibilité à la culture de diverses populations - Importance du réseautage - Mission d'éducation culturelle et de sensibilisation - Promotion et connexion des activités culturelles des entreprises à l'offre touristique régionale (ex. Route des vins où se retrouve une exposition de sculptures dans des vignobles, etc.) - Émergence d'un tourisme culturel distinct, à la recherche d'expériences inédites (ex. : <i>Scola Arte</i> : projet de cours d'art à la campagne (tourisme d'apprentissage), peinture en plein air dans des rangs, etc.) - Retombées économiques (restaurants, hébergement, commerces, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de ressources pour le réseautage et le maillage (temps) - Concurrence, compétition, récupération par d'autres associations (privées ou publiques) des formules gagnantes - Méconnaissances des retombées économiques par les commerçants, les élus et la population en général - Travail invisible, non reconnu et non rentable

Intégration des populations

Atouts	Difficultés
<ul style="list-style-type: none"> - Facteur d'attraction de nouvelles populations - Facteur d'intégration et de métissage des populations (en lien avec la migration permanente des nouvelles populations et la transformation actuelle de la ruralité) - Citoyens comme acteurs de leur propre culture 	<ul style="list-style-type: none"> - Populations difficiles à rejoindre (jeunes adultes et adolescents) - Clivages <ul style="list-style-type: none"> • Anglophones/Francophones • Jeunes/Adultes • Professionnels/Amateurs • Néo-ruraux/Ruraux

Spécificités rurales

Atouts	Difficultés
<ul style="list-style-type: none"> - Convivialité du milieu <ul style="list-style-type: none"> • Lieux de rencontres (vs isolement) • Solidarité (cohésion sociale) • Organisation à échelle humaine • Expérience communautaire - Entreprises d'économie sociale permettent de renforcer l'identité et le sentiment d'appartenance - Importance de la polyvalence, de la multidisciplinarité artistique (arts visuels) et de l'utilisation polyvalente et multifonctionnelle des salles de spectacles (arts de la scène) - Proximité (permet de faciliter le réseautage et la promotion des produits et spectacles) 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible densité de population, clientèle cible limitée - Préjugés face à la culture locale, enfant pauvre du secteur culturel - Débat au sujet de la culture offerte par des professionnels ou par des amateurs (valeur moindre?)

Conclusion des premiers résultats : principaux enjeux et défis actuels

Il se dégage des résultats préliminaires trois défis émergents. D'abord la reconnaissance de la valeur économique et sociale des entreprises culturelles en milieu rural, ensuite leur consolidation et leur survie (surtout financière), enfin, leur continuité par une relève désireuse de succéder et de poursuivre la mission de ces entreprises.

Quelles perspectives pour l'avenir? Pour terminer, nous émettons trois questionnements à poursuivre collectivement entre tous les acteurs impliqués, soit les entreprises, les élus municipaux et autres décideurs locaux ainsi que la population en général :

- Est-ce que les entreprises culturelles d'économie sociale favorisent une présence plus active du citoyen dans sa culture?
- Est-ce que le métissage des populations suscité par ces entreprises peut mener à l'émergence d'une nouvelle culture rurale ouverte et hétérogène?
- Est-ce que ces entreprises engendrent un nouvel espace de création et de rencontres entre l'artiste amateur et celui professionnel?

Conclusion générale

Il se dégage de cette double démarche exposée ici de revue de littérature sur les entreprises culturelles d'économie sociale et de présentation des premiers résultats de notre étude exploratoire un constat évident : ce champ de recherche est en friche et demeure à investiguer davantage. Pour combler les lacunes dans les connaissances, certains thèmes pourraient être davantage approfondis tels les suivants : le rôle de l'économie sociale et solidaire dans l'émergence d'innovations culturelles et d'une nouvelle culture rurale; le rapport de ces entreprises au territoire et à l'espace rural où elles se sont installées et ses liens à la vie locale et aux diverses identités qui en émergent ; leur rôle dans la démocratisation de la culture; les spécificités de telles entreprises culturelles d'économie sociale en contexte rural comparativement au contexte urbain⁶⁵; le métissage culturel entre les diverses populations rurales à la suite des activités de ces entreprises; les parcours migratoires des artistes vers les campagnes et leur apport dans la production culturelle locale et le développement régional; les diverses formes de collaboration entre les artistes amateurs et professionnels en contexte rural; le soutien des décideurs locaux à l'égard des entreprises culturelles; l'arrimage des programmes d'aide financière de l'État en culture avec les spécificités territoriales, notamment rurales...

Pour notre part, l'analyse plus approfondie des entrevues est en cours, notamment sur le thème du rôle des élus municipaux à l'égard des entreprises culturelles d'économie sociale du territoire étudié. Quelle est leur position en ce qui concerne ces entreprises? En voient-ils des retombées positives? Sont-ils ouverts à financer la culture? Comment perçoivent-ils leurs rôles à cet égard? Comment envisagent-ils le maillage entre les entreprises privées et celles sociales et collectives? L'analyse des perceptions des maires est donc à poursuivre pour en dégager, en particulier, les convergences et divergences avec celles des dirigeants des entreprises culturelles. Y a-t-il des points de rencontre entre les deux et des possibilités de collaboration et d'alliances? Sur quels aspects? Ou, plutôt, les maires affichent-ils une certaine fermeture par rapport à la culture au profit du financement des entreprises économiques? Des conflits et désaccords manifestes émergent-ils des entrevues entre ces deux types d'acteurs locaux en ce qui concerne la culture?

Cette recherche exploratoire espère répondre à certains questionnements soulevés dans ce document et susciter des discussions et débats ultérieurs fructueux, en apportant des éléments - certes partiels - à la connaissance dans ce champ d'étude en émergence.

⁶⁵ À ce titre, en septembre 2007, en collaboration avec plusieurs organismes du milieu, le Chantier de l'économie sociale préparait un document intitulé *Culture et économie sociale à Montréal. Vers une métropole culturelle... pour tous*. Ce document, présenté au gouvernement du Québec en préparation du « Rendez-vous Montréal métropole culturelle », dressait un portrait du volet culturel de l'économie sociale à Montréal dans lequel certaines problématiques (réseautage, difficile reconnaissance...) se rapprochaient sensiblement de la situation rurale. À la lumière de ce bilan, une comparaison entre les milieux urbains et ruraux s'avérerait sans doute particulièrement riche.

Bibliographie

Ouvrages (livres)

- BEAUDRY, Raymond. *La résistance incertaine. La ruralité dans le passage de la modernité à la postmodernité*. Sainte-Foy, Québec, Presses de l'Université Laval, Paris, L'Harmattan, 2000, 308 p.
- BEAULIEU, Léopold. « L'état de la situation de l'économie sociale au Québec » dans JOLIN, Louis et Georges LEBEL (sous la dir.) *L'association : du contrôle à la liberté?* Éditions Wilson & Lafleur Martel Itée, 2001, pp. 111-121
- BOIVIN, Louise et Mark FORTIER. *L'économie sociale. L'avenir d'une illusion*, Saint-Laurent, Éditions Fidès, 1998, 229 p.
- BRICAULT, Christine. *La Route des vins de Brome-Missisquoi, vers la construction d'une identité régionale*. Université Laval, mémoire de maîtrise, janvier 2007, 203 p.
- COMEAU, Yvan en collaboration avec L'INTERCDC Chaudière-Appalaches. *Le communautaire, la nouvelle économie sociale et leurs retombées en région*. L'Islet, Québec, Terres fauves, Collection Partenaires, 2003, 199 p.
- DEFOURNY, Jacques. « Origines, contours et fonctions d'un troisième grand secteur » dans DEFOURNY, Jacques et José L. Carlos MONZON. *Économie sociale, entre économie capitaliste et économie publique*, Bruxelles, De Boeck, 1992, pp. 51-54
- D'AMOURS, Martine. *L'économie sociale au Québec. Cadre théorique, histoire, réalités et défis*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 2006, 152 p.
- DESROCHE, Henri. *Pour un traité d'économie sociale*, Paris, CIEM, 1983, 256 p.
- PERRIER-CORNET, Philippe (dir.). *Repenser les campagnes*, Paris, Éditions de l'Aube; DATAR, collection Monde en cours, série Bibliothèque des territoires, 2002, 279 p.
- MAYOL, Pierre. « Associations et vie culturelle : une exploration des études et travaux du DEP » dans MOULINIER, Pierre (sous la dir.) *Les associations dans la vie et la politique culturelles. Regards croisés*, ministère de la Culture et de la Communication, Département des études et de la prospective, 2001, pp. 107-124
- SIMARD, Myriam. « Espace rural et culture » dans LEMIEUX, Denise (dir.) *Traité de la culture*, Les Presses de l'Université Laval et les Éditions de l'IQRC, 2002, pp. 163-180.
- VARINE, Hugues de. *L'initiative communautaire. Recherche et expérimentation*. Mâcon, Éditions-W; Savigny-le-Temple, M.N.E.S., collection Museologia, 1991, 265 p.
- VIENNEY, C. *L'économie sociale*. Paris. La découverte, 1994, 125 p.

Articles de périodiques

- BOUCHARD, Marie J.; Jean CARRIÈRE; Juan-Luis KLEIN; Stéphane MARCEAU-GUIMONT; Valérie MICHAUD; Carol SAUCIER. « L'économie sociale et le territoire » dans *Organisations et territoires*, vol. 16, n° 1, hiver 2006, pp. 5-13.
- CAILLOUETTE, Jacques. « Des pratiques d'économie sociale en Estrie : le rapport à la dimension communautaire » dans *Économie et Solidarité*, vol. 33, n° 2, 2002, pp. 41-53.
- CETTOLO, Hélène. « Action culturelle et développement local en milieu rural. Le cas de trois projets culturels en Midi-Pyrénées » dans *Ruralia*. Thèse de doctorat d'études rurales. Université de Toulouse-Le-Mirail, janvier 2000, résumé de thèse [en ligne].
- COMEAU, Yvan et coll. « L'économie sociale et le Sommet socio-économique du 1996. Le bilan des acteurs sur le terrain » dans *Nouvelles pratiques sociales*. « Prendre la mesure du bénévolat », vol. 15, n° 2, 2002, pp. 186-202.
- DELFOSSÉ, Claire. « Géographie rurale, culture et patrimoine. Volume 1 : Texte de synthèse. Volume II : Dossier de publication » dans *Ruralia*, 2003-12/13, [en ligne].
- DIONNE, Hugues. « L'art de vivre : base des mobilisations villageoises » dans *Économie et Solidarité*, vol. 28, n° 1, 1996, pp. 19-29.
- GENDRON, Corinne. « Émergence de nouveaux mouvements sociaux économiques » dans *Pour*, Éditions du GREP, 2001, pp. 175- 181.
- GUILLAUME, Régis. « Les systèmes locaux de compétences : le cas français » dans *Organisations et territoires*, vol. 16, n° 1, hiver 2006, pp. 41-49.
- LAVILLE, Jean-Louis. « Économie solidaire et crise de l'État en Europe » dans *Revue internationale d'action communautaire*, 32 (72), 1994, pp. 17-26.
- LEVESQUE, Benoît et Marguerite MENDELL. « L'économie sociale au Québec : éléments théoriques et empiriques pour le débat et la recherche » dans *Lien social et politique - RIAC*, n° 41, printemps 1999, pp. 105-118.
- NEAMTAN, Nancy. « L'essor de l'économie sociale au Québec » dans *Pour*, Éditions du GREP, 2001, pp. 71-76.
- PROULX, Jacques. « Économie sociale et solidarité rurale » dans *Économie et Solidarité*, vol. 30, n° 1, 1999, p. 24-25.
- REGOURD, Estelle. « Le phénomène associatif dans la recomposition territoriale : vers de nouvelles ruralités? » dans *Ruralia*. Thèse de doctorat en géographie. Université Paul Valéry Mont Pellier, 3 octobre 2004, résumé de thèse [en ligne].
- SAUCIER, Carol et Nicole THIVIERGE. « Lien social et développement économique. L'économie sociale au Bas-Saint-Laurent. » dans *Recherches sociographiques*, volume XLIV, n° 2, 2003, pp. 291-311.

Autres articles (vulgarisation)

ALLEMAND, Sylvain. « Économie sociale : un état des lieux. Entretien avec Jean-Louis Laville. » dans *Sciences humaines*. Hors-série, n° 46, septembre-octobre-novembre 2004, pp. 64-65.

GIGUÈRE, Joseph et Louise BOIVIN. « L'économie sociale : une alternative? » dans *Relations*, n° 676, avril-mai 2002, p. 26-27.

PROULX, Marc-Urbain. « Duale ruralité » dans *Action nationale*, vol. 93, n° 8, oct. 2003, pp. 27-32.

« Dossier sur l'économie sociale ». *Revue RND*, juillet-août 1999, pp. 4-28.

« L'entrepreneuriat collectif : pour les gens d'ici, par les gens d'ici ! » dans *Recto Verso*, n° 304, sept-oct. 2003, pp. 11-17.

Rapports de recherche, cahiers de recherche et autres publications

Centre canadien de philanthropie (dir.). *La capacité de servir*. Étude qualitative sur les problèmes auxquels sont confrontés les organismes bénévoles et sans but lucratif au Canada. 2003, 188 p.

Chantier de l'économie sociale. Le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC), Le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) L'économie sociale en mouvement. Cahier d'information

- Culture et économie sociale. Pour joindre le social à l'agréable, Juillet-Août 2002.
- L'économie sociale et ruralité : un dynamisme particulier, sept-oct. 2002.

Chantier de l'économie sociale. *Culture et économie sociale à Montréal. Vers une métropole culturelle*. Document présenté au gouvernement du Québec en préparation du « Rendez-vous Montréal métropole culturelle ». Septembre 2007, 29 p.

Chantier de l'économie sociale. *Capital de risque et développement des régions : la nécessité de soutenir une économie plurielle* Mémoire à la Commission des finances publiques de l'Assemblée nationale dans le cadre d'une consultation générale à l'égard du document intitulé « Rapport du groupe de travail sur le rôle de l'État québécois dans le capital de risque », février 2004, 17 p.

Chantier de l'économie sociale. *L'économie sociale et le secteur culturel. L'urgence d'agir pour soutenir la démocratie culturelle*. Mémoire présenté à la ministre de la Culture et des Communications, mars 2002, 15 p.

Chantier de l'économie sociale. *L'économie sociale en milieu rural. Portrait sommaire et pistes de développement*, présenté au ministère des Régions du Québec, mai 2000. 26 p.

CLD et MRC BROME-MISSISQUOI. *Rapport des travaux du colloque du printemps Vision Brome-Missisquoi 2008*. 24 juillet 2004, 40 p.

DEMOUSTIER, Danièle (coord.). *Économie sociale et développement local. Colloque franco-québécois, 9-10 et 11 décembre 2002*. Les cahiers de l'économie sociale, n° 3, Entreprendre autrement. Paris, L'Harmattan, 2004, 173 p.

FAVREAU, Louis. *Qu'est-ce que l'économie sociale? Synthèse introductive*. Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC), série Recherche R.35, mars 2005, 41 p.

- FONTAN, Jean-Marc; Diane-Gabrielle TREMBLAY; George BENKO; Juan-Luis KLEIN. *L'apport de la nouvelle économie à la revitalisation des territoires marginalisés*, n° R-10-2004, publication conjointe CRISES-ARUC-ÉS, collection Recherche, août 2004. 307 p.
- HÉBERT, Lucie. « Une réponse collective à un besoin collectif » *Document de référence Économie sociale dans Brome-Missisquoi*, 2002, 17 p.
- HÉBERT, Lucie, Myriam SIMARD et Ann MARTIN. *Les néo-ruraux. Un changement de paysage*, Résultats d'une recherche exploratoire sur l'impact de l'arrivée de néo-ruraux à partir du cas de Brome-Missisquoi, CLD Brome-Missisquoi, INRS-UCS, ARUC-économie sociale, ministère du Développement économique et régional, Québec, mars 2004, 12 p. Disponible sur le site de Brome-Missisquoi : www.brome-missisquoi.ca, cliquer sur la rubrique « résident », puis « De la ville à la campagne ».
- HILL STRATEGIES RECHERCHE INC. *Les artistes dans les petites municipalités urbaines et rurales du Canada*, Regards statistiques sur les arts, vol. 4, n° 3, février 2006, p. 5
- JUNEAU, Albert. *Impact économique des activités du secteur de la culture. Des cinq régions du Montréal métropolitain et de la région de l'île de Montréal*, 30 décembre 1998, 64 p.
- KEARNY, Muriel; François AUBRY; Louise TREMBLAY; Yves VAILLANCOURT. *L'économie sociale au Québec : le regard d'acteurs sociaux*. Cahiers du LAREPPS, n° 04-25, École de travail social, UQAM, mars 2004, 32 p.
- KEARNY, Muriel. En coll. avec Louise TREMBLAY, François AUBRY et Yves VAILLANCOURT. *Définir l'économie sociale au Québec : l'apport de Desroche, Vienney, Defourny et Laville*. Cahiers du LAREPPS, n° 04-33, École de travail social, UQAM, novembre 2004, 22 p.
- LANDELL, Antoine et Bernard PECQUEUR. « *La culture comme ressources territoriale spécifique* », Laboratoire Territoires Université Joseph FOURIER, Communication présentée au colloque de l'Association de Science Régionale de langue Française, Bruxelles, 1-3 septembre 2004, 16 p, [en ligne]
- LANDRY, Jean-Michel. *Portrait d'organismes d'économie sociale qui œuvrent dans le domaine culturel*, (sous la dir. de Serge CÔTÉ) Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional de l'Est-du-Québec (GRIDEO) et Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale. Université du Québec à Rimouski, janvier 2007, 44 p.
- LE BEL, Pierre-Mathieu, Juan-Luis KLEIN et Jean CARRIÈRE. En coll. avec Denis BUSSIÈRES et Jean ROBITAILLE. *Le portrait des portraits : propositions méthodologiques pour l'élaboration d'un portrait régional de l'économie sociale*. Cahiers de l'ARUC-ÉS, collection Recherche - R-18-2004, janvier 2005, 18 p.
- LIPIETZ, Alain. *Rapport sur l'économie sociale*. Cahiers du LAREPPS, École de travail social, UQAM, janvier 2001, 95 p.
- MARKUSEN, Ann and David KING. *The Artistic Dividend. The Arts' Hidden Contribution to Regional Development*. Humphrey Institute of Public Affairs, University of Minnesota, July 2003, 25 p.
- RAMSAY, Lucie et Winnie FROHN, sous la dir. de Marguerite MENDELL. *Monographie du CLD de la Vallée-du-Richelieu*. CRISES (Centre de recherche sur les innovations sociales), Collection Études de cas d'entreprises d'économie sociale, décembre 2003, 51 p.

SCHIMPF, Michael et Paul SEREDA. « Vers une géographie de la culture : l'écart entre l'urbain et le rural en matière de professions culturelles. 2001 » *Statistique Canada. Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Document de recherche*. Ministère de l'Industrie, septembre 2007, 37 p.

SIMARD, Myriam; Lucie HEBERT; Christine BRICAULT; Daniel PAQUETTE. *Culture et Cie en milieu rural. Les entreprises culturelles d'économie sociale*, Résultats d'une recherche exploratoire dans Brome-Missisquoi, INRS-UCS, ARUC-Économie Sociale, CLD Brome-Missisquoi, Québec, mars 2008, 12 p. Disponible sur le site de Brome-Missisquoi : www.brome-missisquoi.ca

SINGH, Vik. 2006. « L'emploi rural dans le secteur culturel », *Bulletin d'analyse : régions rurales et petites villes du Canada*. 6, 8, 17 p.

STATISTIQUE CANADA, 2006, 2001. Profil des communautés. « Brome-Missisquoi » [en ligne].

Outils méthodologiques

COMEAU, Yvan. *Guide de collecte et de catégorisation des données pour l'étude d'activités de l'économie sociale et solidaire*. 2^e édition, (Centre de recherche sur les innovations sociales), Chaire de recherche en développement des collectivités, série Recherches n° 30, Université du Québec en Outaouais, 21 p.

CORBEIL, Christine et Francine DESCARRIES en coll. avec Danielle GUAY et Julie LAVOIE. *Éléments pour un coffre d'outils méthodologiques pour la recherche au sein des entreprises d'économie sociale*. Cahiers du LAREPPS. École de travail social. UQAM, septembre 2000, en pages multiples.

Colloques / Journées d'échanges

Journée « Culture et économie solidaire », Retranscription, 25 janvier 2007, Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) Paris. Organisé par la Chaire relations de service Cnam, l'Union Fédérale d'intervention des structures culturelles et l'association Opale / Cnar Culture, en partenariat avec le Lise (Cnam/CNRS), 59 p.

Chantier de l'économie sociale. En collaboration avec l'Association culturelle du Sud-Ouest et l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale, à l'occasion de la préparation du Sommet de l'économie sociale et solidaire. « La culture comme acteur du développement social et économique », Rapport du séminaire, le 26 octobre 2006, Montréal (Québec), 6 p.

COLLECTIF VILLE-CAMPAGNE. *Campagnes en mouvement. Synthèse de la rencontre des acteurs de l'installation en milieu rural*. 15 et 16 décembre 2004. Saint-Brieuc/Côtes-d'Armor. Éditions Collectif Ville-Campagne. 135 p.

ENESAD-DIJON. Texte de présentation du colloque « Développement culturel, enjeu artistique et projet de territoire. Pour des démarches partenariales de développement rural. » Colloque 3-4 avril 2006, www.cat.eduagri.fr [en ligne].

RELIER (Réseau d'Expérimentations et de Liaisons des Initiatives en Espace Rural) *Vivre d'activités culturelles et artistiques en milieu rural. Quelles spécificités d'actions et de coopérations?* Textes et données collectés à la suite de la journée de rencontre et d'échanges du 6 avril 2002, Clermont-Ferrand, 19 p.

Groupes de recherche

NÉR - *La Nouvelle Économie Rurale*, Université Concordia, Département de sociologie et d'anthropologie.
<http://nre.concordia.ca/ner2français/ner2info2003.htm>

L'équipe de l'UQÀR du Réseau québécois de la recherche partenariale en économie sociale *Projet de recherche sur les organismes culturels et l'économie sociale dans le Bas-Saint-Laurent*.

Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives (CIREC) (UQAM).
<http://www.ciriec.uqam.ca/>

L'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS) (UQAM). <http://www.aruc-es.uqam.ca/>

Le Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale (RQRP-ÉS) (UQAM). <http://www.aruc-es.uqam.ca/>

Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) (interuniversitaire). <http://www.crisis.uqam.ca/>

Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales (LAREPPS) (UQAM).
<http://www.larepps.uqam.ca/>

Chaire de recherche en développement des collectivités (Université du Québec en Outaouais).
<http://www.uqo.ca/crdc-geris/>